

# Commune de **CHENEREILLES**



## Carte communale Actes administratifs

Approuvé par délibération  
du conseil municipal  
en date du 12/11/2004

Approuvé par arrêté  
préfectoral  
en date du 11/01/2005

PREFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

ARR Carte Com Chénereilles AS

2ème DIRECTION - 1er BUREAU

ARRETE N° D2-B1-2005 0 8

portant approbation de la carte communale précisant les modalités d'application des règles générales d'urbanisme de la commune de Chénereilles

LE PREFET DE LA HAUTE-LOIRE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU les articles L 111.1.2, L124.1, L124.2, L124.3 et L 124.4 du code de l'urbanisme ;

VU les articles R 124.1 à R 124.8 du code de l'urbanisme ;

VU les articles R 111.1 à R 111.26.2 du code de l'urbanisme constituant les règles générales d'urbanisme ;

VU l'arrêté du 9 février 2004 du maire de Chénereilles prescrivant l'enquête publique du 1<sup>er</sup> mars au 15 avril 2004 inclus, modifié par arrêté du 19 février 2004;

VU le rapport du commissaire-enquêteur ;

VU la délibération du 12 novembre 2004 du conseil municipal de Chénereilles approuvant la carte communale précisant les modalités d'application des règles générales d'urbanisme ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1er** - La carte communale de Chénereilles précisant les modalités d'application des règles générales d'urbanisme est approuvée.

**ARTICLE 2** - Copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Chénereilles pendant un mois.

Un exemplaire du dossier correspondant sera déposé en mairie de Chénereilles et à la préfecture.

Mention de l'affichage de l'arrêté préfectoral en mairie et des lieux où le dossier peut être consulté sera inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département (la Tribune)

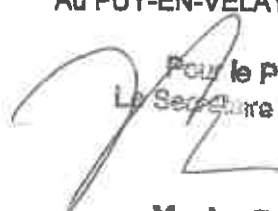
**ARTICLE 3** - L'arrêté susvisé sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**ARTICLE 4** - Les effets juridiques attachés à l'approbation de la carte communale de Chénereilles ont pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prévues à l'article R 124-8 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 5** - M. le Secrétaire général de la Préfecture, M. le Maire de Chénereilles, M. le Directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Au PUY-EN-VELAY, le 11 JAN 2005

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL DE**  
**CHENEREILLES**

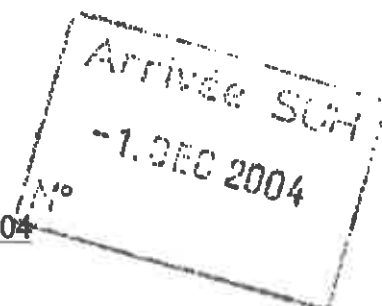
**Nbres de membres**

affiliés au conseil municipal : 11

En exercice : 11

Qui ont pris part à la délib. : 10

Séance du 12 Novembre 2004



L'An deux mil quatre, et le douze novembre, à 21 Heures, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mr SOUVIGNET Henri., Maire.

Présents : MM. Souvignet Henri, Michalon Laurence, Souvignet Denis, Bayle Laurent, Fournier Jean-Claude, Robert Christian, Rousset Marc, Souvignet Gérard, Souvignet Serge, Rancon Claude

Absente excusée : Mme SOUVIGNET Albertine

Secrétaire : Mr SOUVIGNET Gérard

**Objet : Approbation de la carte communale**

Monsieur le Maire expose aux membres du conseil municipal que par délibération du 23 Janvier 2004, la commune a décidé d'élaborer une carte communale précisant les modalités d'application des règles générales d'urbanismes prises en application de l'article L.111.1 du code de l'urbanisme.

Il rappelle que la carte communale est élaborée en vertu des articles L 124.1 et L 124.2 du code de l'urbanisme : le projet est :

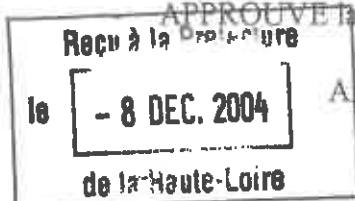
- élaboré conjointement avec les services de l'Etat (DDE, DDAF, SDAP) auxquels est associée la chambre d'agriculture au cours de plusieurs réunions de travail
- soumis ensuite à enquête publique
- approuvé conjointement par le conseil municipal et le préfet
- devient un véritable document d'urbanisme à caractère permanent

Le projet de carte communale doit être adopté par le conseil municipal afin de permettre à la commune de planifier à l'avance l'occupation future de son territoire.

L'existence d'une carte communale permet également de s'affranchir de règle dite de constructibilité limitée (article L 111.1.2 du code de l'urbanisme)

Après en avoir pris connaissance,  
Le conseil municipal,

APPROUVE la carte communale.



Ainsi délibéré,

Le Maire,